

LEFIL

POUR TOUS CEUX QUI ONT LA PASSION DES DROITS HUMAINS
MAI/JUIN 2013 VOLUME 43 N° 003

AMNESTY
INTERNATIONAL



MERCI À TOUS

NOUS AVONS UN TRAITÉ SUR
LE COMMERCE DES ARMES !

DANS CE NUMÉRO DU FIL



PHOTO DE COUVERTURE

Des munitions prises aux forces armées soudanaises dans le Kordofan du Sud, au Soudan (juillet 2011). Le 2 avril 2013, dans le monde entier, les militants ont célébré un nouveau traité de l'ONU, obtenu après 20 ans de campagnes, qui réglementera le commerce mondial des armes.



« IL N'Y A PAS DE DROITS HUMAINS AU SRI LANKA »

Les autorités sri-lankaises affirment que le bilan des droits humains dans le pays s'est amélioré, mais est-ce vrai ? Signez notre pétition et envoyez un appel en faveur d'un journaliste disparu.

PAGE 4



TORTURE - L'ÉPROUVANTE VÉRITÉ

La « sécurité » et la « lutte contre le terrorisme » servent souvent d'excuses aux gouvernements pour justifier la torture. Découvrez ce qui se passe aux États-Unis, au Nigeria, en Irak et en Russie.

PAGE 6



CINQ FAÇONS DE FAIRE TAIRE UN JOURNALISTE

Pour la Journée mondiale de la liberté de la presse, nous examinons certaines des méthodes utilisées pour réduire au silence les journalistes aux quatre coins du monde.

PAGE 8



COUP DE PROJECTEUR SUR UN SCANDALE

Dans les bidonvilles du Kenya et ailleurs dans le monde, les habitants s'organisent pour empêcher les expulsions illégales.

PAGE 10



PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE – UNE POTION VÉNÉNEUSE

Les photos de Vlad Sokhin nous font voir comment un mélange délétère de violence banalisée et d'inertie ou de mauvais vouloir des autorités dégrade la vie des femmes.

PAGE 12



UNE ACTIVITÉ DANGEREUSE

L'avocat chinois Teng Biao a été incarcéré et torturé en raison de son travail. Découvrez son histoire.

PAGE 14



« C'EST UNE GUERRE FROIDE »

Katia Samoutsevitch, une des Pussy Riot, répond au FIL.

PAGE 20

APPELS MONDIAUX

Écrire une lettre, changer une vie – toutes les informations nécessaires pour agir en faveur de personnes dont les droits humains sont menacés. **PAGE 22**

ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO
NOTRE ACTUALITÉ, et des nouvelles de Côte d'Ivoire **EN PREMIÈRE LIGNE (PAGES 2-3)** ; l'écrivain Abdelaziz Baraka Sakin parle de ses livres et de la liberté d'expression au Soudan (**PAGE 18**).

Recevoir LE FIL

LE FIL peut être téléchargé à cette adresse : www.amnesty.org/en/stay-informed/newsletters/the-wire

Les particuliers peuvent recevoir 6 numéros annuels du FIL pour 15 £/24 \$/17 €
Pour les institutions, le tarif est de 35 £, 54 \$ ou 41 €.

Les sections et structures d'Amnesty International peuvent acquérir des exemplaires à prix réduit.

Contactez-nous par courriel wire.subscribe@amnesty.org ou par téléphone : + 44 207 413 5814/5507.

Pour rejoindre Amnesty International rendez-vous sur <http://www.amnesty.org/en/join>

© Amnesty International Ltd

www.amnesty.org

Index : NWS 21/003/2013

ISSN : 1472-443X

AILRC-FR pour la version française

47, rue de Paradis - 75010 Paris

Imprimé sur papier recyclé

Banbury Litho - Oxon - Royaume-Uni.

Tous droits de reproduction réservés.
Cette publication ne peut faire l'objet, en tout ou en partie, d'aucune forme de reproduction, d'archivage ou de transmission, quels que soient les moyens utilisés (électroniques, mécaniques, par photocopie, par enregistrement ou autres), sans l'accord préalable des éditeurs.

WIRE, Editorial and Publishing Programme, Amnesty International, International Secretariat, Peter Benenson House, 1 Easton Street London WC1X 0DW, Royaume-Uni

Photo de couverture :

© DR





À Madrid, en Espagne, des militants montrent du doigt des leaders mondiaux pour promouvoir un traité sur le commerce des armes et sauver de nombreuses vies (mars 2013). Peu après, l'ONU a adopté un nouveau traité donnant une place centrale aux droits humains.

MERCI À TOUS - NOUS AVONS UN TRAITÉ !

Au moment où nous terminions l'édition de mai-juin du FIL, la nouvelle est arrivée : le 2 avril, aux Nations unies, les leaders mondiaux avaient approuvé un **nouveau traité sur le commerce des armes**, au bout de 20 ans de **travail de pression et de campagne acharné**. Dans LE FIL de juillet-août, nous **célébrerons cette immense victoire** des droits humains, en retraçant ce qui s'est passé auparavant et en évoquant l'avenir.

Nous vous proposons aujourd'hui de **rencontrer en exclusivité** des hommes et des femmes qui ont exprimé leurs opinions et ont subi pour cette seule raison la répression d'État, notamment Katia Samoutsevitch, du groupe russe **Pussy Riot** (p. 20). Découvrez les **actes de torture commis au Sri Lanka** (p. 6), signez notre pétition et **envoyez un appel** en faveur d'une personne en danger (p. 22).

Comme le montre la remarquable réussite du traité mondial sur le commerce des armes, quand chacun prend à cœur l'injustice, ce sentiment peut devenir une puissante force de changement.

Pour lire LE FIL en ligne, ainsi que notre blog LIVEWIRE, rendez-vous sur livewire.amnesty.org

Notre Actualité

Nouvelles de l'action et des campagnes d'Amnesty International

Des militants venus de toute l'Europe ont célébré la Journée internationale des Roms, le 8 avril 2013, en organisant un rassemblement express devant le Parlement européen à Bruxelles (Belgique). Nous avons installé une reconstitution de campement rom, avec des meubles et des ustensiles, une douche, des toilettes, et nous avons mis en scène une expulsion forcée.

Pour en savoir plus et participer à notre campagne, rendez-vous sur amnesty.org/roma - Lisez notre blog sur bit.ly/roma-flashmob



Les migrants au Mexique

Amnesty Mexique a distribué plus de 13 000 paires de chaussettes aux foyers d'accueil des migrants lors de sa campagne d'envoi de chaussettes, qui insiste sur les besoins matériels des migrants en déplacement et sollicite les sympathisants pour qu'ils envoient des chaussettes. Regardez notre film sur sendsocks.org

Le nouveau film du réalisateur Marc Silver, *Who is Dayani Cristal?*, présenté au festival du film de Sundance cette année, relate les efforts déployés pour découvrir l'identité d'un migrant retrouvé mort dans le désert de l'Arizona et localiser sa famille dans son pays d'origine.

Rendez-vous sur le site whoisdayanicristal.com

Lisez LE FIL en ligne

La version en ligne du FIL vous permet de tourner les pages et d'agrandir le texte et les images. En cliquant sur des liens, vous pouvez accéder directement à d'autres contenus, notamment des vidéos, vous rendre sur des sites connexes et passer à l'action. Le même site vous donne aussi accès à LIVEWIRE, le blog mondial d'Amnesty International sur les droits humains.

Régulièrement mis à jour, il fournit un aperçu original du travail d'Amnesty dans le monde. Si vous « aimez » notre page Facebook mondiale, vous recevrez automatiquement des liens vers de nouveaux blogs dans votre fil d'actualité.

Visitez livewire.amnesty.org

Chine : Liu Xiaobo

En février, une pétition émanant de l'archevêque Desmond Tutu a été remise aux autorités chinoises à Berlin, Hong Kong, Londres, Paris, New York, Taipei et Washington pour demander à Xi Jinping, nouveau président chinois, de libérer Liu Xiaobo, lauréat du prix Nobel, et son épouse, Liu Xia. Plus de 450 000 personnes de 130 pays différents ont pris part à l'action.

Liu Xiaobo est l'un des principaux rédacteurs de la Charte 08, qui réclame la reconnaissance des droits fondamentaux en Chine.

Lisez l'entretien avec Teng Biao, avocat et défenseur des droits humains chinois, en p.14-15

Nouveau kit contre la censure sur internet

L'ONG Reporters sans frontières a élaboré un kit numérique dans le cadre de sa campagne actuellement en cours contre la censure sur internet. Disponible en français, en anglais et en russe, le kit fournit des techniques, des conseils et des outils pratiques pour aider les militants à contourner la censure et à sécuriser leurs propres communications et leurs données numériques.

Rendez-vous sur bit.ly/fight-censorship

Congrès mondial contre la peine de mort

Des participants du monde entier se réuniront à Madrid (Espagne) du 12 au 25 juin pour le 5^e Congrès mondial contre la peine de mort. Organisé par Ensemble contre la peine de mort, en partenariat avec la Coalition mondiale contre la peine de mort, le Congrès comportera des ateliers et des tables rondes, ainsi que deux séances plénières consacrées à l'Asie et à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Pour plus d'informations : congres.abolition.fr/

En tournée avec The Cure

Art pour Amnesty s'est allié au groupe britannique emblématique The Cure pour sa tournée en Amérique latine. Des bénévoles d'Amnesty Brésil, Paraguay, Argentine, Chili, Pérou et Mexique assureront à chaque concert la promotion de la campagne *Mon corps, mes droits*. The Cure promouvra également la campagne sur Facebook, où le groupe est suivi par plus de 4,7 millions de personnes. Sympathisants d'Amnesty International depuis de nombreuses années, les musiciens de The Cure ont apporté leur contribution au disque Instant Karma, lancé en 2007 dans le cadre de la campagne *Save Darfur*.

Rendez-vous sur facebook.com/ArtforAmnesty



« Si quelques personnes, même peu nombreuses, repartent d'un de nos concerts en ayant le sentiment d'avoir repris le pouvoir sur leur corps, sur leur vie, ça ne peut être que bien. »

Robert Smith, de The Cure (photo ci-dessus)

Les droits sexuels et reproductifs en chiffres

Il y a actuellement dans le monde **1,8 milliard** de personnes âgées de **10 à 24 ans**. La plupart d'entre elles vit dans des pays en développement.

Chaque jour, près de **3000** jeunes sont infectés par le VIH.

Dans les pays en développement, les complications liées à la grossesse sont la première cause de mortalité chez les adolescentes de **15 à 19 ans**.

Le taux de mortalité maternelle des adolescentes est **28% plus élevé** que celui des femmes de 20 à 24 ans.

Environ **100 millions de fillettes** seront mariées malgré leur jeune âge au cours des dix prochaines années, si la tendance actuelle se maintient.



© Amnesty International

En première ligne

La force du témoignage

Par Louise Orton, attachée de presse

L'efficacité des recherches menées par Amnesty s'est vérifiée lorsque nous sommes arrivés en février à Duékoué, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. C'était la zone la plus touchée par les violences post-électorales de 2010. Nous venions de publier *La loi des vainqueurs*, un rapport qui rend compte des graves atteintes aux droits humains commises par les forces gouvernementales et les milices locales. Il a suscité une vive

effervescence, comme nous l'ont dit presque tous les gens que nous avons rencontrés.

Tous les organes de presse du pays avaient assisté à la conférence de lancement du rapport organisée quelques jours plus tôt à Abidjan, capitale économique. Certains soutiennent Alassane Ouattara, le président en exercice. D'autres sont restés favorables à Laurent Gbagbo, l'ancien président qui, en refusant de reconnaître sa défaite lors de l'élection de 2010, a déclenché des violences qui se sont soldées par la mort d'au moins 3 000 personnes.

La présentation du rapport terminée, nous sommes allés voir un grand nombre de ceux et celles qui y avaient apporté leur contribution. Le chercheur Gaëtan Mootoo ainsi que Philippe Hensmans et Alex Neve (respectivement directeurs d'Amnesty Belgique et Amnesty Canada) en ont remis une copie aux différentes personnes qui se sont associées à notre travail afin qu'elles puissent découvrir leur témoignage en version imprimée.

C'était un spectacle extrêmement émouvant. Les gens étaient heureux de voir leurs témoignages figurer dans ce document et d'avoir contribué à dévoiler les atteintes aux droits humains dont ils avaient tant souffert. Ils n'avaient pas témoigné à la légère.

Deux ans après les violences post-électorales, beaucoup vivent toujours dans la peur parce qu'ils font partie du « mauvais » groupe ethnique. Nombreux sont ceux qui continuent néanmoins de faire leur possible pour recenser les violations des droits humains.

Un homme que nous avons rencontré, qui souhaite garder l'anonymat, était descendu à l'aide d'une corde au fond d'un puits où des corps avaient été jetés après un massacre. En même temps qu'il participait à l'exhumation, il a filmé les corps de sorte que personne ne puisse nier leur existence. Notre rapport n'aurait jamais eu un tel impact sans le courage de personnes comme lui.

Lisez notre nouveau rapport à l'adresse bit.ly/loi-vainqueurs

Courrier

Vous souhaitez que vos opinions et commentaires soient publiés sur cette page ? Adressez un courriel à thewire@amnesty.org

TANDIS QUE LE SRI LANKA SE PRÉPARE À ACCUEILLIR, AU MOIS DE NOVEMBRE, UNE RÉUNION DES DIRIGEANTS DU COMMONWEALTH, LES TÉMOIGNAGES DE PERSONNES TORTURÉES À QUI IL N'A PAS ÉTÉ RENDU JUSTICE CONTREDISENT LES DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, QUI AFFIRME FAIRE AVANCER LA CAUSE DES DROITS HUMAINS.

« IL N'Y A PAS DE DROITS HUMAINS AU SRI LANKA »

« Ils m'ont brûlé sur tout le corps avec des cigarettes, a raconté Kumar. Ils m'ont aussi donné des coups de pied partout. Ils m'avaient enfermé dans une cellule sombre, sans fenêtre, où je devais dormir à même le sol. »

Kumar avait 16 ans lorsque les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) – un groupe armé d'opposition qui se battait depuis 1983 pour la création d'un État tamoul indépendant – l'ont enrôlé de force en janvier 2008. Il a ensuite été capturé par l'armée sri-lankaise, en avril 2009, dans les dernières semaines de la guerre civile qui a ensanglanté le Sri Lanka. Alors qu'il avait été enfant soldat, il n'a bénéficié d'aucune aide psychologique. Il a été incarcéré pendant 18 mois sans être inculpé ni jugé, et torturé à plusieurs reprises.

« Je n'avais le droit d'entrer en contact avec personne à l'extérieur et je n'ai reçu aucune visite, a-t-il relaté à son avocat en mai 2011. J'entendais des gens hurler et pleurer tous les jours. »

Le cas de Kumar n'est pas isolé. L'État a vaincu les LTTE en mai 2009 après 26 ans de guerre, mais les violations devenues habituelles durant cette période perdurent. Si la guerre était un prétexte pour incarcérer les personnes sans preuve ou justification et les maintenir en détention pendant des années, toute critique visant la politique gouvernementale peut vous valoir le même traitement aujourd'hui.

en détention provisoire depuis son arrestation en mars 2008. Sa condamnation a été fondée sur des « aveux » qu'il déclare avoir faits sous la menace. En juin 2010, il a été gracié et s'est exilé.

EMBARQUÉS DANS DES CAMIONNETTES BLANCHES

Il arrive que les autorités fassent totalement fi de la procédure légale et persécutent ou agressent leurs détracteurs de manière anonyme. On ne peut qu'être préoccupé par la fréquence des cas de personnes embarquées de force dans des camionnettes blanches et relâchées plus tard, ou qui disparaissent pour toujours.

En juin 2009, dans la banlieue de Colombo, la capitale, des hommes non identifiés roulant dans une camionnette blanche ont enlevé et torturé Poddala Jayantha, président de l'Association des journalistes professionnels du Sri Lanka, qui n'hésitait pas à critiquer la manière dont les autorités traitent les journalistes.

« Ils m'ont coupé les cheveux et me les ont mis dans la bouche, puis m'ont bâillonné, nous a raconté Poddala en mars. Ils m'ont frappé aux deux jambes, me cassant une cheville. Ils se sont servis d'un morceau de bois pour me taper sur les doigts de la main droite jusqu'au sang. Ils m'ont dit, "Comme cela, tu n'écritas plus". »

Ses ravisseurs l'ont finalement laissé partir en lui disant : « On ne te tue pas maintenant, mais si tu organises de nouvelles manifestations contre le gouvernement, si tu parles aux médias, on te tuera. »

Puis ils l'ont relâché sur une route à l'intérieur d'un secteur que Poddala a qualifié de « quartier hautement sécurisé ». « Il y avait des postes de contrôle partout, a-t-il ajouté. Qui a donné la permission à ce véhicule de passer sans être arrêté ? »

Quelques semaines avant son calvaire, Poddala et un ami journaliste avaient été convoqués à une entrevue avec Gotabhaya Rajapaksa, ministre de la Défense et frère du président Mahinda Rajapaksa. « Il était assis face à nous, s'est souvenu Poddala. Il nous a dit : "Si vous n'arrêtez pas tout cela, il va vous arriver quelque chose". »

« Tout cela », c'était les reportages de Poddala et de ses collègues. « Nous écrivions des articles sur la corruption au sein de l'armée. Comme nous parlions des droits des Tamouls, ils nous ont étiquetés partisans du LTTE, a-t-il expliqué. Cela ne leur plaisait pas que nous évoquions les droits des Tamouls. »

Poddala Jayantha a fui le pays avec sa famille en décembre 2009. Il a eu de la chance d'en réchapper. Son confrère Prageeth Eknaligoda a disparu en janvier 2010 et n'a plus été revu depuis (voir nos Appels mondiaux, p. 22-23).



À gauche : Ces personnes protestent contre la disparition de leurs proches. Colombo, Sri Lanka (janvier 2012).

Ci-dessus : Des journalistes sri-lankais tiennent des panneaux où figure une photo de leur confrère Poddala Jayantha, défenseur de la liberté de la presse et détracteur du gouvernement. En juin 2009, des inconnus qui circulaient en camionnette blanche l'ont enlevé et torturé.



DES VIOLATIONS LÉGALISÉES

Journalistes, avocats, militants de terrain : quiconque a l'audace de critiquer les autorités court le risque d'être arrêté en vertu d'obscurités lois sécuritaires et détenu pendant des années sans accès au monde extérieur.

Vestige des années 1980, la Loi sur la prévention du terrorisme est l'un des principaux instruments juridiques mis à profit par l'État pour réduire ses détracteurs au silence. Elle permet d'arrêter des personnes sans inculpation ni jugement et de les incarcérer pendant 18 mois, en application d'une ordonnance de placement en détention, ou indéfiniment dans l'attente de leur jugement. Laissés dans une incertitude désespérante, privés du droit de consulter un avocat, les détenus sont exposés à la torture, bien que cette pratique soit interdite par la Constitution.

En 2009, le journaliste J.S. Tissainayagam, déclaré coupable d'infraction à la Loi sur la prévention du terrorisme, a été condamné à 20 ans de travaux forcés pour avoir dénoncé le sort réservé aux civils par l'armée pendant la guerre. Il se trouvait

L'INTOLÉRANCE ET LA PEUR

Un climat d'intolérance et de peur continue de planer sur l'île alors que le gouvernement resserre son étau sur la population. En mars, la présidente de la Cour suprême, Shirani Bandaranayake, a été destituée après avoir déclaré anticonstitutionnel un projet de loi du gouvernement.

Des avocats travaillant sur des affaires de torture et d'autres violations des droits humains ont été pris pour cibles et persécutés. Pendant ce temps, les cas de Kumar, de Poddala et de nombreux autres militants disparus n'ont fait l'objet d'aucune enquête indépendante ou crédible.

Pourtant, les autorités soutiennent avoir accompli des progrès en matière de droits humains – évolution dont attesterait le choix du Sri Lanka comme pays d'accueil de la réunion des dirigeants du Commonwealth en novembre. Il s'agit là d'une énorme mascarade, affirme Poddala Jayantha.

« Je ne comprends pas pourquoi le Commonwealth a pris cette décision, nous a-t-il confié, sachant qu'aucune organisation de la société civile n'est autorisée à travailler ici. Il n'y a pas de droits humains au Sri Lanka. »

AGISSEZ

Signez notre pétition sur : amnesty.org/srilanka. Pour lancer un Appel mondial en faveur de Prageeth Eknaligoda, voir p. 22-23.

QUELS QUE SOIENT LE LIEU ET LA MÉTHODE EMPLOYÉE, LA TORTURE EST TOUJOURS UN CRIME AU REGARD DU DROIT INTERNATIONAL. CELA N'EMPÊCHE PAS DE NOMBREUX ÉTATS D'Y AVOIR RECOURS, NOTAMMENT AU NOM DE LA « SÉCURITÉ » ET DE LA « LUTTE CONTRE LE TERRORISME ».

LE 26 JUIN AURA LIEU LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LE SOUTIEN AUX VICTIMES DE LA TORTURE. À CETTE OCCASION, VOICI UN APERÇU DE PRATIQUES QUI PERDURENT DANS QUELQUES-UNS DES PAYS AUXQUELS AMNESTY CONSACRE DES ACTIONS.

ÉTATS-UNIS : LA TORTURE EN TOUTE IMPUNITÉ

Le Palestinien apatride Zayn al Abidin Muhammad Husayn (également appelé Abu Zubaydah) a été arrêté au Pakistan et remis aux autorités américaines en mars 2002, au début de la « guerre contre le terrorisme » lancée par l'administration Bush. Il a plus tard subi des « techniques d'interrogatoire poussé », notamment le *waterboarding* – une torture qui s'apparente à un simulacre d'exécution par noyade.

Fin 2006, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est entretenu avec lui et avec 13 autres détenus à la base navale américaine de Guantánamo Bay, à Cuba. Tous sortaient des centres de détention de la CIA. C'était Abu Zubaydah qui avait été détenu au secret le plus longtemps – quatre ans et demi de disparition forcée.

Les hommes ont raconté au CICR qu'ils avaient été maintenus dans des positions debout douloureuses pendant leur interrogatoire, les bras suspendus et enchaînés au-dessus de la tête. Parmi les autres méthodes que recense un rapport du CICR ayant fait l'objet d'une fuite en 2007 figuraient les coups, l'enfermement dans un conteneur, la nudité prolongée, la privation de sommeil, l'exposition à des températures basses, les menaces de mauvais traitements, la suppression ou la restriction de l'alimentation solide et le *waterboarding*. De tous les détenus interrogés par le CICR, Abu Zubaydah était le seul à affirmer avoir subi l'ensemble de ces sévices.

Le CICR concluait que les agents américains étaient responsables de disparitions forcées – qui constituent également un crime au regard du droit international – ainsi que d'actes de torture et d'autres mauvais traitements. Il demandait aux autorités américaines de traduire les responsables présumés en justice. Ce qui, à l'heure qu'il est, n'a pas été fait. Abu Zubaydah est toujours détenu à Guantánamo, sans inculpation ni jugement, plus de 11 ans après son placement initial en détention.

L'ÉPRO

RUSSIE : DES « PREUVES » COMPROMETTANTES

« Près de 80 % des personnes inculpées d'extrémisme ou de terrorisme sont torturées. Rares sont celles qui peuvent endurer ces épreuves sans faire de faux aveux ou dénoncer d'autres personnes. La plupart font des "aveux" qui deviennent ensuite des éléments de preuve capitaux pour l'accusation. »

Ces propos de Batyr Akhilgov, un avocat pénaliste d'Ingouchie, en Russie, mettent en évidence l'absence de traitement juridique équitable des personnes inculpées d'extrémisme ou de terrorisme, dès lors que les « aveux » arrachés sous la torture sont admis comme des « preuves ».

Batyr Akhilgov a travaillé sur plusieurs cas célèbres, notamment celui de Rassoul Koudaïev, un ancien détenu de Guantánamo. Peu après son retour en Russie, cet homme a été arrêté pour sa participation présumée à un attentat visant des installations gouvernementales à Naltchik, en 2005.

Rassoul Koudaïev proclame son innocence et affirme que la police lui a arraché des « aveux » sous la torture, notamment en le frappant des heures durant à coups de matraque et de crosse de fusil, en lui envoyant des décharges électriques, en lui entaillant les oreilles au moyen de petits ciseaux, en le faisant attaquer par des chiens et en lui insérant un objet tranchant sous l'œil droit. Amnesty s'est procuré des documents, notamment des photographies, qui viennent étayer ses affirmations.

Pourtant, toutes ses tentatives de faire traduire ses tortionnaires en justice ont échoué. Le bureau du procureur a refusé d'enquêter sur ses allégations. Pendant ce temps, il compte au nombre de 58 détenus toujours poursuivis sur la base de leurs « aveux » et incarcérés dans des conditions inhumaines et dégradantes. Ils sont fréquemment battus par les gardiens et privés de soins médicaux. Rassoul Koudaïev a introduit une requête auprès de la Cour européenne des droits de l'homme.

EN IRAK, LA CULTURE MORTIFÈRE DE L'AVEU

Ahmad Amr Abd al Qadir Muhammad a été arrêté à Bagdad en 2006 et détenu au secret pendant plus d'un an. Lorsqu'elle a pu le voir pour la première fois, en août 2007, sa mère a été horrifiée. Il présentait des blessures visibles, notamment des cicatrices de brûlures. Il a affirmé avoir été obligé d'« avouer » sous la torture son appartenance à un groupe armé qui prévoyait de commettre des attentats à l'explosif.

Pendant le procès d'Ahmad, le tribunal a pris acte de sa rétractation, de sa déclaration selon laquelle il avait avoué sous la contrainte et la torture, et du fait que l'institut médico-légal avait découvert des cicatrices sur son corps. Le tribunal a néanmoins condamné Ahmad à la peine capitale en mai 2011 sur la base des « aveux » qu'il avait rétractés.

Il risque désormais d'être exécuté à tout moment. « Mon cœur souffre, a confié sa mère en évoquant leur situation dramatique. Cela m'anéantit. »

Son cas n'est pas isolé. Dix ans après la fin du régime inhumain de Saddam Hussein, les services de sécurité du nouveau gouvernement recourent fréquemment à la torture, notamment lors des interrogatoires de détenus arrêtés au titre de la législation antiterroriste.

Les « aveux » récents sont souvent filmés et diffusés à la télévision publique et sur la chaîne YouTube du ministère de l'Intérieur. Même s'ils n'ont pas été jugés ni reconnus coupables, les suspects sont souvent qualifiés de criminels. Beaucoup sont condamnés à de lourdes peines de prison ou à la peine capitale sur la base de leurs « aveux », et leurs tortionnaires pensent qu'ils ne seront jamais tenus de rendre des comptes.

Visionnez *"Iraq's lethal confession culture"* à l'adresse bit.ly/IraqConfessions

NIGERIA : VISITE À L'ABATTOIR

Soupçonné d'être un membre du groupe islamiste Boko Haram, qui a revendiqué des attentats et des massacres dans le nord et le centre du Nigeria, Ibrahim Umar a été arrêté en janvier 2012. Les charges retenues contre lui ont été abandonnées au bout de deux semaines.

Mais, après sa remise en liberté, la police l'a aussitôt arrêté une nouvelle fois et détenu sans inculpation dans un poste de police d'Abuja, la capitale, surnommé l'« abattoir ». Situé au sommet d'une colline à l'extérieur de la ville, cet immense entrepôt servait jadis à l'abattage du bétail, et des chaînes pendent encore au plafond.

Pendant sa détention, Ibrahim aurait vu des policiers emmener une quinzaine de détenus à l'extérieur et les abattre. Les détenus de l'abattoir font souvent l'objet de mauvais traitements et sont notamment privés d'eau, de nourriture et de soins médicaux. Lorsqu'il est tombé dans le coma après une crise d'appendicite, Ibrahim a été emmené à l'hôpital menotté, et son pied a été enchaîné à son lit. La police l'a renvoyé à l'abattoir avant qu'il ait pu subir l'opération préconisée par un médecin.

Le 7 août, un tribunal a ordonné à la police de relâcher Ibrahim sans délai. Pourtant, il n'a été libéré que le 3 janvier 2013. Il vit désormais au Royaume-Uni. La police nigériane ne s'est pas encore conformée à l'ordonnance du tribunal lui enjoignant d'indemniser cet homme pour sa détention illégale. « Ce qui m'est arrivé m'a fait comprendre que l'état de droit n'existait pas au Nigeria, a déclaré Ibrahim. Beaucoup d'innocents souffrent pour rien. »

AGISSEZ

Lisez l'article sur la torture au Sri Lanka en page précédente et signez notre pétition à l'adresse www.amnesty.org/srilanka

POUR LA VÉRITÉ



CINQ FAÇONS DE FAIRE TAIRE UN JOURNALISTE

LES ATTAQUES PHYSIQUES

Dans de nombreux pays, les journalistes sont roués de coups ou même éliminés pour avoir rendu compte de conflits ou formulé des critiques.

Le 20 novembre 2012, un missile israélien a frappé la voiture où se trouvaient le caméraman palestinien Hussam Salameh et le journaliste Mahmoud Ali Ahmad al Koumi. Les deux hommes sont morts. Ils faisaient un reportage pour la chaîne de télévision Al Aqsa sur les attaques israéliennes contre Gaza lors de l'opération *Pilier de défense*. Les autorités militaires d'Israël ont affirmé qu'ils étaient des agents du Hamas ; Amnesty International a toutefois confirmé que ces journalistes n'étaient affiliés à aucun groupe armé. L'armée israélienne a en outre ciblé des bureaux de presse au cours

de ce conflit qui a duré huit jours, et a régulièrement recouru à une force excessive contre les journalistes qui couvrent les manifestations de Cisjordanie.

Au Mexique, la Commission nationale des droits humains a signalé au moins neuf meurtres de journalistes en 2012, et de nombreux actes d'intimidation ou agressions. La plupart des cas ne fait l'objet d'aucune enquête. En juin, un journaliste enquêtant sur la criminalité et la corruption politique, Miguel Ángel López Velasco, ainsi que sa femme et son fils ont été abattus à leur domicile, dans l'État de Veracruz, par des hommes armés non identifiés. Une enquête est en cours.

Au moins 23 journalistes ont été tués en Somalie depuis décembre 2011. De nombreux homicides seraient liés au groupe armé d'opposition Al Shabab.

Des accusations fabriquées de toutes pièces au harcèlement et même au meurtre : LE FIL examine quelques-unes des méthodes utilisées dans le monde entier pour empêcher les journalistes de révéler des vérités déplaisantes.

DES ACCUSATIONS FORGÉES DE TOUTES PIÈCES

Dans de nombreux pays, il est courant d'imputer à des journalistes des infractions pénales telles que la détention de stupéfiants ou la fraude fiscale pour des raisons politiques et sur la base d'éléments fabriqués, afin qu'ils cessent de faire leur travail.

Le 12 mars, un tribunal de Bakou a jugé le journaliste azerbaïdjanais Avaz Zeynalli, rédacteur en chef du périodique *Khural*, déclaré coupable de paiements illicites, d'extorsion sous la menace, de non-respect d'une décision judiciaire et d'évasion fiscale. Il a été condamné à neuf ans d'emprisonnement. Avaz Zeynalli a constamment critiqué le degré de corruption élevé qui règne dans le pays et la répression exercée par le président Ilham Aliyev envers les journalistes indépendants et les militants d'opposition. Son procès a semblé fortement inéquitable.

HARCÈLEMENT

Les menaces contre les journalistes ou leur famille sont une tactique utilisée fréquemment pour les réduire au silence.

Au Yémen, Abdul Karim al Khaiwani, journaliste renommé, subit des menaces depuis le début de l'année 2013 parce qu'il a écrit des articles sur les centres de détention secrète et la torture. On a tiré à deux reprises sur sa maison. Il a reçu des appels téléphoniques anonymes lui demandant s'il pouvait entendre les tirs.

Le Service de sécurité de l'État a arrêté à Kaduna le journaliste nigérian Musa Mohammad Auwal en décembre 2012 et février 2013. Personne ne lui a donné la raison de ces arrestations. Son téléphone et son ordinateur portable ont été saisis. Il est resté huit jours derrière les barreaux ; des questions lui ont été posées sur son groupe de presse et sur l'endroit où

se trouvait son rédacteur en chef, qui est aujourd'hui dans la clandestinité et craint pour sa vie. Il a ensuite été libéré sous caution.

En **Chine**, le directeur de publication du *Beijing News* aurait donné sa démission après que les services officiels de propagande ont demandé à plusieurs quotidiens dans tout le pays de publier un éditorial imputant à des "forces étrangères hostiles" une grève survenue au Southern Weekly.

LES INTERDICTIONS D'ACCÈS À INTERNET

En février 2013, une juridiction **égyptienne** a interdit YouTube pendant un mois, à la suite d'une plainte relative à une vidéo jugée outrageante pour l'islam. Cette interdiction n'a pas été mise en vigueur, pour diverses raisons notamment techniques. La Constitution égyptienne protège la liberté d'expression mais fixe des limites à celle-ci, notamment concernant les insultes et la diffamation à l'égard de la religion et des personnes.

LA FERMETURE DES MÉDIAS

Certains gouvernements procèdent tout simplement à la fermeture des journaux et des radios lorsque ceux-ci leur paraissent trop critiques.

Le 21 novembre 2012, le procureur d'Almaty, au **Kazakhstan**, a porté plainte dans le but de faire fermer presque tous les médias indépendants ou d'opposition encore en activité. Dans son jugement, le tribunal qualifiait en outre d'« extrémistes politiques » incitant à la « haine sociale » plusieurs organes de presse de l'opposition. La requête du procureur visait une quarantaine de médias sur papier, en ligne et audiovisuels qui avaient couvert des grèves de travailleurs de l'industrie pétrolière et enquêté sur des affrontements violents entre les forces de sécurité et les manifestants à Janaozen, en 2011.

Au cours des deux premiers mois de 2012, les autorités **soudanaises** ont suspendu trois journaux en invoquant la Loi relative à la sécurité nationale. Ce texte permet au service national de la sûreté et du renseignement d'interdire toute publication, si elle contient des informations censées mettre en danger la sécurité nationale. En avril 2012, les autorités ont à deux reprises confisqué le journal *al Midan* après publication, plaçant une importante pression financière sur cet organe de presse.

Shooting the messenger, notre nouveau rapport sur la répression des journalistes en Syrie, est rendu public le 3 mai, Journée mondiale de la liberté de la presse. Rendez-vous sur amnesty.org

AGISSEZ

Ali Mahmoud Othman, journaliste citoyen, a été arrêté en mars 2012 dans la province d'Alep, en Syrie, et aucune nouvelle de lui n'a été reçue depuis plus d'un an. Veuillez écrire aux autorités syriennes en sa faveur, en utilisant notre Appel mondial en pages 22-23.

À gauche: Un policier braque son arme sur le photojournaliste Marc Hofer lors de manifestations à Kampala, en Ouganda (mai 2011). Yoweri Museveni, président de l'Ouganda, a traité les journalistes d'« ennemis » parce qu'ils avaient fait connaître un type de protestation consistant à se rendre à pied à son travail pour protester contre la hausse des prix.
Ci-dessous : Un policier anti-émeute frappe Panagiotis Tzamaros, reporter photographe, lors d'une manifestation sur la place Syntagma à Athènes, en Grèce (5 octobre 2011).



COUP DE PROJECTEUR SUR UN SCANDALE

DES RÉSEAUX DE MILITANTS AGISSENT POUR DÉMASQUER LES EXPULSIONS ILLÉGALES À L'ÉCHELLE LOCALE ET INTERNATIONALE.

Au cœur de Nairobi, au Kenya, un mouvement populaire gagne du terrain et monte en puissance. Son but ? Empêcher que des personnes ne soient expulsées illégalement de leur domicile et leur venir en aide lorsque cela se produit.

« J'ai assisté à un nombre incalculable d'expulsions forcées », raconte Naomi Barasa, qui a grandi à Korogocho, le deuxième bidonville du Kenya. Organisatrice de campagnes à Amnesty International Kenya, Naomi travaille en lien étroit avec l'équipe de réaction rapide (RRR) de la capitale depuis 2009. La majorité de ses 1 000 membres environ sont des militants qui vivent dans les bidonvilles.

« Les expulsions sont toujours brutales au Kenya, explique-t-elle. Les gens sont surpris la nuit ou très tôt le matin. Auparavant, des marques rouges ou des croix ont pu être tracées sur les habitations. S'ensuit un important déploiement policier. Il peut arriver que 3 000 personnes soient sommées de quitter les lieux trois heures seulement avant que les bulldozers n'arrivent et ne cassent tout. »

DES RÊVES BRISÉS

Les expulsions sont musclées et dévastatrices. « Fin octobre, une expulsion a débuté à 4 heures du matin, alors que c'était un jour d'école, en pleine période d'examens, relate Naomi. Ils ont même écrasé des poulets. »

Les femmes sont souvent en première ligne face aux expulsions et assument leurs conséquences. « Après une expulsion, nous avons vu des femmes fouiller les décombres à la recherche de pulls pour

leurs enfants, parce qu'il pleuvait, raconte Naomi. Une autre personne creusait à la recherche d'un certificat. »

« J'ai vu les répercussions considérables des expulsions, confie Paul Helsloot, coordonnateur Campagnes à Amnesty Pays-Bas. Beaucoup d'habitants des bidonvilles gagnent leur vie en vendant des plats chauds ou des cigarettes. C'est une économie très vivante et, quand elle est détruite, les gens perdent non seulement leur source de revenus, mais aussi leurs réseaux d'entraide – les gens qui leur viennent en aide quand ils sont dans le besoin et s'occupent des enfants.

« Du jour au lendemain, les enfants sont privés d'école et n'y retournent parfois jamais, brisant le rêve de familles qui aspiraient à une vie meilleure pour leurs enfants », poursuit-il.

UNE MÉTHODE CLASSIQUE D'AMNESTY

Amnesty Pays-Bas est membre fondateur du réseau international de réaction rapide aux expulsions forcées (RRN). « Il nous fallait un dispositif qui associe une action rapide et coordonnée et les outils traditionnels d'Amnesty », explique Paul.

Il y a 40 ans, Amnesty faisait parvenir à un réseau d'auteurs de lettres sa première action urgente en faveur d'une personne menacée de violations des droits humains. Aujourd'hui, le RRN reprend cette idée pour avertir des réseaux de militants dans plus de 20 pays lorsqu'une population est menacée d'expulsion forcée.

Inscrite dans le cadre de l'action d'Amnesty en faveur des droits économiques, sociaux et culturels, la campagne sur les expulsions forcées est actuellement axée sur les pays suivants : Roumanie, Italie, Serbie, Kenya, Nigeria, Ghana, Cambodge et Brésil.

Au moindre signe annonciateur d'une expulsion, l'équipe de recherche du Secrétariat international d'Amnesty évalue la menace avant d'envoyer une alerte par courriel à tous les bureaux ou sections d'Amnesty membres du RRN, en leur expliquant ce qu'il convient de faire, comment et quand.

Les sections demandent ensuite à leur réseau national de militants de réagir, par exemple en envoyant des courriels ou en signant des pétitions.

Le rayon d'action potentiel est énorme : Amnesty Pays-Bas à elle seule possède un réseau de correspondants électroniques fort de 80 000 militants.

« Une action visait le gouverneur de l'État de Rivers, au Nigeria, raconte Paul (les habitants d'un quartier situé au bord de l'eau, à Port Harcourt, étaient alors menacés d'expulsion). Nous avons publié des messages sur sa page Facebook, informé nos ambassades – l'ambassadeur des Pays-Bas a envoyé un courrier et rendu visite aux habitants, et l'expulsion a été stoppée. »

GAGNER DU TEMPS

La méthode de réaction rapide ne règle pas définitivement le problème. « Le quartier était sauvé, mais c'est alors que le gouverneur a subitement entrepris d'en expulser un autre. Il s'agit donc d'un dispositif d'urgence qui permet de gagner du temps



© Nikola Ivanovski



© Nikola Ivanovski

© Nikola Ivanovski

pour mener des actions de plus long terme en donnant aux habitants les moyens d'agir, en les formant et en les mobilisant en vue de trouver une solution durable. »

Ce qui nous ramène à l'action de Naomi, à Nairobi, où Amnesty fait campagne aux côtés de la RRT en faveur d'une loi sur les expulsions et les réinstallations conforme au droit international relatif aux droits humains. Bloqué au Parlement depuis 2010, le projet de loi pourrait être bientôt présenté au nouveau gouvernement kenyan.

Au Kenya, il est très difficile de stopper les expulsions, précédées par des préavis extrêmement courts et peut-être même facilitées par des incendies. « C'est une manière de désorganiser et de disperser les gens, explique Naomi, parce que, quand vous êtes dispersés, vous ne pouvez pas réagir. »

UNE RÉACTION ÉNERGIQUE

Mais les militants kenyans de la RRT réagissent énergiquement. « Ils se documentent beaucoup pour recenser les expulsions. Nous menons également des campagnes de sensibilisation actives sur le droit au logement et les moyens de résister. Ainsi, le jour où les rumeurs d'expulsion se vérifient, les gens savent qu'il s'agit d'une violation des droits humains. »

« Même si l'expulsion a déjà eu lieu, il est très important de se rendre là-bas, de s'indigner avec les gens et de leur donner de l'espoir », ajoute Naomi. Elle raconte que la RRT s'est procuré des couvertures auprès de personnes bienveillantes dans des marchés aux puces et a aidé des gens à remplacer

leurs médicaments lorsqu'une expulsion les a laissés à la rue sans ressources. « C'est vraiment très important pour les victimes », confie-t-elle.

Soutenue par Amnesty Kenya, la RRT prévoit aujourd'hui d'étendre son réseau dans tout le Kenya et de trouver des moyens de se rapprocher du RRN international auquel Paul participe. « Nos membres s'intéressent de près au militantisme international, explique Naomi. La plupart n'ont pas accès à Internet et aux nouvelles technologies, mais nous avons beaucoup de gens qui peuvent écrire des lettres à l'échelle locale. Des gens d'ici ont déjà envoyé des courriers contre les expulsions au Nigeria et au Zimbabwe, ont reçu des visites de solidarité d'autres pays et ont noué des liens. »

Il faut rendre le réseau international encore plus fort, estime Paul. « Il faut y associer davantage de sections à travers le monde et être plus vigilants sur les expulsions qui surviennent à des périodes très peu pratiques – Noël, les vacances d'été, le week-end – où il est quasiment impossible de mobiliser les gens. Il faut être créatif, y compris en dehors des heures de bureau. »

L'objectif des militants reste on ne peut plus clair. Paul le résume ainsi : « Nous braquons le projecteur sur l'expulsion et en faisons un scandale. »

AGISSEZ

Rejoignez notre groupe Facebook à l'appui d'une réaction rapide internationale aux expulsions forcées, à l'adresse bit.ly/RRFENetwork

En haut : Janefiver Nafuna, du bidonville de Deep Sea, à Nairobi, fait partie du millier de militants de l'équipe de réaction rapide de la capitale. Ils s'associent à Amnesty Kenya pour réagir rapidement lorsque des habitants subissent une expulsion illégale.

Ci-dessus : La vie quotidienne à Deep Sea : une femme se fait faire des nattes dans un salon de coiffure en plein air. Quand les gens sont chassés de chez eux illégalement, ils perdent leur domicile, mais aussi leur travail et leur revenu, ainsi que des réseaux de soutien importants - des voisins qui peuvent garder leurs enfants, des relations amicales.

Photo principale : Une dizaine de milliers de personnes vivent à Deep Sea, l'un des plus petits bidonvilles de Nairobi, au Kenya. Ils ont constamment peur de faire l'objet d'une expulsion illégale et subite. Bien que tout ce quartier ait déjà été rasé à trois occasions, ses habitants persistent à revenir, résistant à toutes les tentatives de détruire cette communauté pleine de vitalité.

UNE POTION VÉNÉNEUSE

« SI UNE FEMME EST ACCUSÉE DE SORCELLERIE, ILS PEUVENT LUI FAIRE CE QU'ILS VEULENT, PERSONNE NE LES EN EMPÊCHERA. »

TÉMOIGNAGE D'UNE FEMME RECUEILLI PAR AMNESTY EN MARS 2013 À GOROKA, PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE.

Le décès d'un jeune garçon a été à l'origine de l'agression de Kepari Leniata, 20 ans. En février 2013, dans la ville de Mount Hagen, (centre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée), des proches du garçon ont déshabillé, ligoté, aspergé d'essence et brûlé vive la jeune femme accusée d'être une sorcière et d'avoir causé sa mort.

Si cet assassinat a suscité des réactions horrifiées dans le monde entier, ce type de violences est monnaie courante en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où la sorcellerie est prohibée et où les attaques de citoyens sur de prétendues sorcières se succèdent à une fréquence alarmante.

En réalité, les accusations de sorcellerie ne sont souvent que des prétextes pour agresser des femmes. Comme le montrent avec une grande sensibilité les photos prises par **Vlad Sokhin**, sélectionné pour l'édition 2013 des Media Awards d'Amnesty, la situation constitue une mixture vénéneuse de violence ordinaire envers des femmes et des filles, et d'incapacité ou de mauvaise volonté des autorités.



Ci-dessus : Armes confisquées à des raskols (bandits) lors d'attaques de femmes (commissariat de Top Town, brigade de lutte contre les infractions sexuelles, Lae, province de Morobe). Les raskols tiennent sous leur coupe les bidonvilles de la capitale, Port Moresby, et sont responsables de nombreux homicides, viols et autres agressions visant des femmes et des filles.

Ci-dessous : Des habitants de son village ont accusé Rasta de sorcellerie après la mort d'un jeune homme en 2003. Armés de haches et de couteaux, des villageois l'ont attaquée pendant la cérémonie funéraire et lui ont tranché la main. Une étude de l'Institut mélanésien a établi que **LES FEMMES COURAIENT SIX FOIS PLUS DE RISQUES D'ÊTRE ACCUSÉES DE SORCELLERIE QUE LES HOMMES.**



Toutes les photos © Vlad Sokhin



À gauche : Dans un dispensaire, une employée prend en charge Kimberly, 19 ans, en janvier 2012. Kimberly a été violée dans le quartier de 8 Mile à Port Moresby après que le chauffeur de son taxi a laissé monter deux autres hommes sur le trajet. Les trois hommes l'ont emmenée dans un endroit isolé où elle a subi des violences sexuelles pendant 24 heures. **UNE ÉTUDE DE 1993 A ÉTABLI QUE 55 % DES FEMMES DE PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE AVAIENT ÉTÉ VIOLÉES.**

Ci-dessous : Lorsque son époux la bat, Mariana, qui n'est pas musulmane, va trouver refuge auprès de l'imam local. La Papouasie-Nouvelle-Guinée ne comptant qu'une poignée de lieux d'accueil pour femmes, il incombe souvent aux habitants d'apporter un soutien aux femmes et aux enfants qui fuient ces violences.



À gauche : En 2005, lors d'un accès de colère provoqué par l'alcool, le mari de Hellen, 38 ans, lui a sectionné la jambe sous les yeux de leurs enfants. Une fois n'est pas coutume, justice a été faite et son époux a été arrêté et jeté en prison pour cette agression. Souvent, dans des cas de cette nature, l'homme propose des indemnités à la famille de la femme pour les « dommages » occasionnés, ce qui dissuade les victimes d'intenter une action en justice. **LES VIOLENCES CONJUGALES TOUCHENT PLUS DES DEUX TIERS DES FEMMES DE PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE.**

À droite : La beauté du paysage des hautes terres de Papouasie-Nouvelle-Guinée tranche avec la dure réalité de la vie des femmes et des filles de la région.



Découvrez d'autres œuvres de Vlad Sokhin à l'adresse www.vladsokhin.com/projects/crying-meri Lisez le billet de Vlad daté du 1^{er} mai sur livewire.amnesty.org

UNE ACTIVITÉ DANGEREUSE

LA LUTTE POUR LES DROITS HUMAINS EN CHINE

TENG BIAO EST UN CÉLÈBRE AVOCAT CHINOIS QUI A ÉTÉ ARRÊTÉ ET TORTURÉ POUR SON ACTION. IL RACONTE AU FIL SES 10 ANS DE LUTTE EN FAVEUR DES DROITS HUMAINS ET EXPLIQUE LE RÔLE DE LA PRESSION INTERNATIONALE DANS LES PROGRÈS DE LA CHINE.

« **B**attu à mort. Un jour, un jeune homme sort de chez lui et se fait arrêter par la police car il n'a pas sa carte d'identité sur lui. Il est ensuite battu à mort au centre de détention. »

Teng Biao, un avocat très connu en Chine, se souvient de cette affaire de mars 2003 qui l'a poussé à militer en faveur des droits humains.

Sun Zhigang, un styliste de 27 ans, était venu s'installer à Canton, dans le sud du pays, pour son travail. La police l'a arrêté et incarcéré en vertu du régime de détention et de rapatriement chinois, une forme de détention arbitraire qui a exposé des millions de travailleurs migrants à des violations.

Ces violences meurtrières sur un détenu ont indigné l'opinion.

« RISQUÉE ET DANGEREUSE »

À l'époque, Teng Biao venait d'achever son doctorat de droit et enseignait à l'Université de sciences politiques et de droit de Pékin.

Ses anciens camarades d'études et lui ont décidé d'écrire une lettre ouverte à l'Assemblée populaire nationale, le corps législatif chinois, appelant à l'abolition du régime de détention et de rapatriement.

Une telle mise en cause était, selon les termes de Teng Biao, « risquée et dangereuse ». Il ignorait ce qui lui arriverait ainsi qu'aux autres personnes impliquées.

La vague d'indignation a débouché sur l'abolition du système quelques mois plus tard. La réputation de Teng Biao a fait le tour de la Chine. Beaucoup de gens se sont mis à lui écrire pour lui demander de l'aide.

Avec ses amis avocats et professeurs d'université,

il a alors monté un groupe – le Gongmeng, ou Open Constitution Initiative – afin de mener une action pour la liberté d'expression et la liberté de religion, et contre les avortements forcés.

UN LOURD PRIX À PAYER

Mais cette initiative lui a valu l'étiquette de fauteur de troubles et, 10 ans plus tard, le dévouement de Teng Biao en faveur des droits humains lui a coûté cher sur le plan personnel.

Aujourd'hui âgé de 39 ans, marié et père de deux jeunes enfants, il a été détenu et torturé, s'est vu retirer son autorisation d'exercer et interdire d'enseigner à plusieurs reprises. Pour autant, il demeure résolu à continuer.

« Je ne peux pas baisser les bras. J'ai une responsabilité. Ce que je fais est juste. Je peux contribuer à rendre la politique et la Chine meilleures. »

Actuellement professeur invité à l'université chinoise de Hong Kong, Teng Biao parle d'une voix douce, mais son discours est clair et déterminé.

« J'ai une responsabilité envers la société mais aussi envers ma famille, et il est très difficile d'équilibrer ces deux aspects. Je ne veux surtout pas faire souffrir ma famille. Je fais de mon mieux pour éviter que cela ne se produise. Je ne veux pas aller en prison, mais je n'en ai pas peur. »

Lorsque l'État chinois a lancé une campagne de répression contre les militants pendant la « révolution de jasmin » de 2011, Teng Biao a été enlevé par la police et détenu pendant 70 jours.

« On m'a obligé à monter dans une voiture près

de chez moi. Ils se sont servis de mon écharpe pour me bander les yeux et de ma chemise pour me couvrir la tête. Le premier jour, trois policiers m'ont frappé. Pendant 20 jours, je suis resté attaché 24 heures sur 24 dans une chambre d'hôtel.

« J'étais surveillé à chaque instant par au moins deux policiers. Le rideau n'était jamais ouvert et les lumières restaient toujours allumées. Ils me forçaient à m'asseoir face au mur de l'aube jusqu'au soir.

« Ils ont imprimé tous mes articles et interviews et m'ont dit que je risquais d'être inculpé d'"incitation à la subversion de l'État". Ils ne m'ont jamais remis de document fournissant les motifs de ma détention ni la date de ma libération. »

Teng Biao n'a eu aucun contact avec le monde extérieur entre le 19 février, jour de son enlèvement par la police, et l'avant-veille de sa libération, le 13 avril.

« Je ne pouvais faire parvenir aucune information à l'extérieur. J'avais peur. Je ne savais pas ce qui allait arriver. Dans le cadre d'une procédure ordinaire, j'ai la possibilité de rencontrer mon avocat et ma famille peut me rendre visite. La détention illégale vous prive de tout cela.

« L'avant-veille de ma libération, j'ai enfin été autorisé à passer un bref appel téléphonique à mon épouse. Même à ce moment-là, je ne savais pas combien de temps ils allaient me garder.

« Ils m'ont obligé à m'engager par écrit à ne raconter à personne ce qui s'était passé, à ne pas écrire d'articles sur des sujets névralgiques et à ne plus défendre d'affaires sensibles. »

L'avocat défenseur des droits humains Teng Biao et l'artiste Ai Weiwei portent des tee-shirts « Libérez Chen Guangcheng » (Chine, octobre 2011). Chen Guangcheng, conseiller juridique autodidacte et prisonnier d'opinion, est illégalement assigné à résidence depuis qu'il a été libéré de prison, en septembre 2010.

DÉFENSEUR DE LIU XIAOBO

Teng Biao a participé à plusieurs grandes actions de défense des droits humains en Chine au cours des 10 dernières années. Il est l'un des fondateurs et signataires de la Charte 08, un manifeste publié en décembre 2008 appelant à la mise en œuvre de réformes politiques et juridiques.

Le lauréat du prix Nobel de la paix Liu Xiaobo purge actuellement une peine de 11 ans de prison pour avoir participé à la rédaction de cette charte.

« Liu Xiaobo a joué un rôle important dans la Charte 08. Un jour, il m'en a montré un brouillon et je lui ai dit que j'allais évidemment la signer.

« Il faut faire savoir aux dirigeants que la réforme est un idéal commun à l'ensemble du peuple chinois. Parmi les signataires de la Charte figuraient non seulement d'éminents universitaires, mais aussi des agriculteurs, des ouvriers et des militants issus de nombreux milieux. »

Au début de cette année, 450 000 personnes se sont jointes à Desmond Tutu et à d'autres lauréats du prix Nobel pour réclamer la libération de Liu Xiaobo. Teng Biao pense que cela finira par peser sur le cours des choses.

« Quand Liu Xiaobo a reçu le prix Nobel de la paix, c'était un événement important pour la Chine, non seulement pour l'homme de la rue, mais aussi pour l'État.

« Le gouvernement central s'est probablement senti humilié. Comme ils en veulent énormément au comité du prix Nobel de la paix, ils ne sont sans doute pas près de libérer Liu Xiaobo. Mais si la pression internationale et nationale est suffisamment forte, l'État fera quelque chose. Il y a tellement de gens qui le soutiennent et qui sont inspirés par son action et par son énergie. »

LE COMBAT CONTRE LA PEINE DE MORT

Aujourd'hui, Teng Biao consacre une grande partie de son temps à militer pour l'abolition de la peine de mort. Un défi de taille dans un pays qui a exécuté plus de personnes en 2012 que tous les autres pays réunis.



Voilà quelques années, il a cofondé La Chine contre la peine de mort, un réseau d'avocats militant pour son abolition et prenant des affaires dont les accusés sont passibles de la peine de mort, en particulier celles dont les accusés ont été torturés, souffrent de maladies mentales ou ont été condamnés à tort.

« Le plus urgent est de faire baisser le nombre d'erreurs judiciaires. Notre justice n'est pas indépendante. Les juges sont sous l'influence, voire sous le contrôle, de la police locale ou du parti communiste. Les tribunaux se voient dicter leurs décisions dans les affaires importantes, notamment quand les accusés sont passibles de la peine capitale. »

Le réseau a exhorté récemment les autorités chinoises à ne pas exécuter Li Yan, condamnée à mort pour l'homicide de son époux en dépit d'éléments démontrant qu'elle était régulièrement victime de violences conjugales.

Des dizaines de milliers de personnes à travers le monde ont également demandé que Li Yan ne soit pas exécutée. Pour Teng Biao, il est évident que les personnes extérieures à la Chine peuvent contribuer à y faire progresser les droits humains.

LES HABITS NEUFS DE L'EMPEREUR

« Le regard de la communauté internationale joue un rôle important dans la transition politique en Chine. Sans la pression internationale, il sera plus risqué d'y militer en faveur des droits humains.

« Les personnes extérieures à la Chine qui veulent voir le pays progresser doivent absolument continuer à prier leur gouvernement de ne pas rester muet face aux violations perpétrées par l'État chinois. Parfois les droits humains sont comme les habits neufs de l'empereur : personne ne veut en parler. Les États ne devraient pas faire passer les affaires avant les droits humains. »

À l'heure où la Chine vient de changer de dirigeant – ce qui ne se produit qu'une fois par décennie – Teng Biao se veut optimiste pour la cause des droits humains dans les années à venir.

« Des progrès ont été accomplis ces 10 dernières années. L'État renâcle à l'idée d'évoluer, mais le militantisme gagne du terrain. Il nous faut bâtir un nouveau système fondé sur l'état de droit et la dignité humaine. De plus en plus de Chinois commencent à réclamer leurs droits et leur liberté. »

Lisez notre nouveau rapport sur la peine de mort dans le monde : bit.ly/deathpenaltyreport

**MAIS QUE COUVRE-T-IL, COMMENT
FONCTIONNERA-T-IL, ET QUI AIDERA-T-IL ?
NOTRE JEU VOUS AIDERA À EN SAVOIR PLUS.**

- DÉCOUPEZ LE DÉ ET LES FIGURINES OU UTILISEZ LES VÔTRES.
- JETEZ LE DÉ POUR DÉSIGNER LE PREMIER JOUEUR.
- CHACUN À SON TOUR, DÉPLACEZ VOS FIGURINES LE LONG DU PARCOURS. LORSQUE VOUS ATTERISSEZ SUR UNE CASE QUI COMPORTE DES INSTRUCTIONS, SUIVEZ-LES.
- LE PREMIER QUI ARRIVE AUX NATIONS UNIES A GAGNÉ !

A net of a cube is shown against a light green background. The net consists of six white squares arranged in a cross-like pattern. The top square has 1 dot, the middle square has 2 dots, the bottom square has 3 dots, the left square has 4 dots, the right square has 5 dots, and the square to the right of the middle square has 6 dots. Each square has a black outline and black dots. There are also several trapezoidal tabs for gluing the cube together.

Le Protocole

Le Protocole demande aux États de rendre des comptes quand ils privent leurs habitants de leurs droits
AVANCEZ DE 2 CASES

VOUS AGISSEZ POUR QUE VOTRE PAYS ADHÈRE AU PROTOCOLE
AVANCEZ DE 3 CASES

Vous vivez en Bosnie-Herzégovine, au Portugal, ou en Espagne et vous avez recours au Protocole
AVANCEZ DE 2 CASES

Vous faites pression sur les autorités pour qu'il n'y ait plus de ségrégation dans la scolarité
AVANCEZ DE 2 CASES

Votre village réclame une adduction d'eau potable
AVANCEZ DE 2 CASES

Si vous vivez dans un pays d'Afrique, vous ne pouvez pas utiliser cette nouvelle voie vers la justice
RECULEZ DE 2 CASES

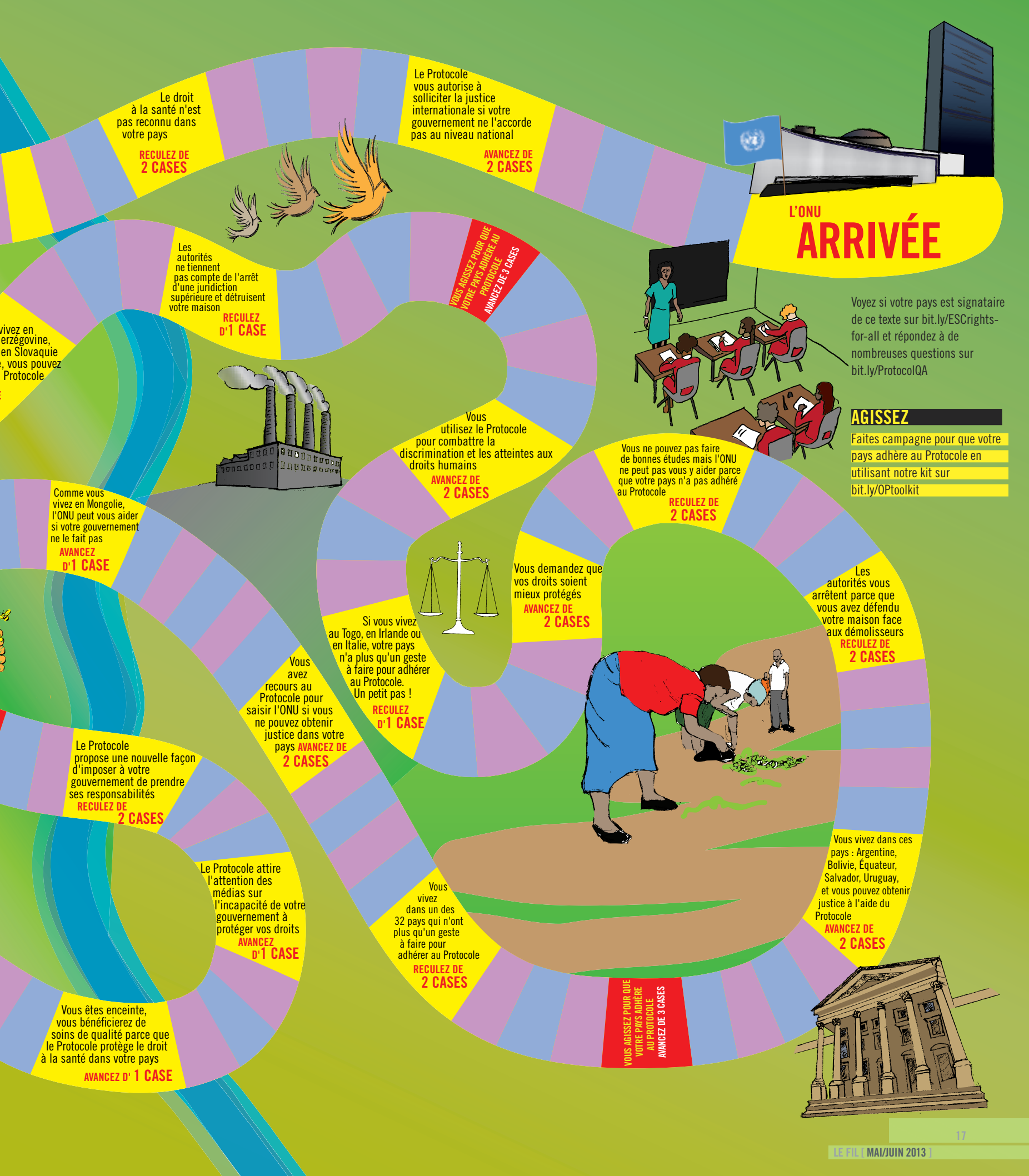
Le Protocole donne à celles et ceux qui vivent dans la pauvreté un nouvel outil pour obtenir leurs droits.
AVANCEZ DE 2 CASES

VOUS AGISSEZ POUR QUE VOTRE PAYS ADHÈRE AU PROTOCOLE
AVANCEZ DE 3 CASES

VOUS AGISSEZ POUR QUE VOTRE PAYS ADHÈRE AU PROTOCOLE
AVANCEZ DE 3 CASES

Vous avez subi une expulsion forcée et vous vivez dans un pays qui a ratifié le Protocole, ce qui peut vous aider à obtenir justice
AVANCEZ DE 2 CASES

Vous vivez en Suède, aux États-Unis, en Indonésie, en Inde, au Kenya; vous ne pouvez utiliser le Protocole
RECULEZ DE 2 CASES



L'ONU ARRIVÉE

Voyez si votre pays est signataire de ce texte sur bit.ly/ESCRights-for-all et répondez à de nombreuses questions sur bit.ly/ProtocolQA

AGISSEZ
Faites campagne pour que votre pays adhère au Protocole en utilisant notre kit sur bit.ly/OPtoolkit

Le droit à la santé n'est pas reconnu dans votre pays

RECULEZ DE 2 CASES

Le Protocole vous autorise à solliciter la justice internationale si votre gouvernement ne l'accorde pas au niveau national

AVANCEZ DE 2 CASES

Les autorités ne tiennent pas compte de l'arrêt d'une juridiction supérieure et détruisent votre maison

RECULEZ d'1 CASE

VOUS AGISSEZ POUR QUE VOTRE PAYS ADHÈRE AU PROTOCOLE
AVANCEZ DE 3 CASES

Vous utilisez le Protocole pour combattre la discrimination et les atteintes aux droits humains

AVANCEZ DE 2 CASES

Vous ne pouvez pas faire de bonnes études mais l'ONU ne peut pas vous y aider parce que votre pays n'a pas adhéré au Protocole

RECULEZ DE 2 CASES

Comme vous vivez en Mongolie, l'ONU peut vous aider si votre gouvernement ne le fait pas

AVANCEZ d'1 CASE

Vous demandez que vos droits soient mieux protégés

AVANCEZ DE 2 CASES

Si vous vivez au Togo, en Irlande ou en Italie, votre pays n'a plus qu'un geste à faire pour adhérer au Protocole. Un petit pas !

RECULEZ d'1 CASE

Vous avez recours au Protocole pour saisir l'ONU si vous ne pouvez obtenir justice dans votre pays

AVANCEZ DE 2 CASES

Le Protocole propose une nouvelle façon d'imposer à votre gouvernement de prendre ses responsabilités

RECULEZ DE 2 CASES

Le Protocole attire l'attention des médias sur l'incapacité de votre gouvernement à protéger vos droits

AVANCEZ d'1 CASE

Vous êtes enceinte, vous bénéficierez de soins de qualité parce que le Protocole protège le droit à la santé dans votre pays

AVANCEZ d'1 CASE

Vous vivez dans un des 32 pays qui n'ont plus qu'un geste à faire pour adhérer au Protocole

RECULEZ DE 2 CASES

Les autorités vous arrêtent parce que vous avez défendu votre maison face aux démolisseurs

RECULEZ DE 2 CASES

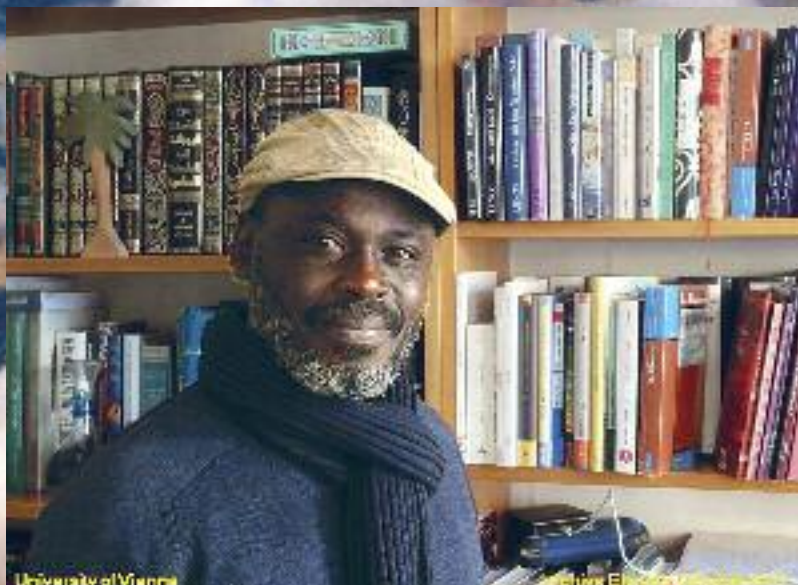
Vous vivez dans ces pays : Argentine, Bolivie, Équateur, Salvador, Uruguay, et vous pouvez obtenir justice à l'aide du Protocole

AVANCEZ DE 2 CASES

VOUS AGISSEZ POUR QUE VOTRE PAYS ADHÈRE AU PROTOCOLE
AVANCEZ DE 3 CASES

« MÊME LES GRANDS ARBRES ONT C PAR ÊTRE DE SIMPLES GRAINES »

© Tarique Altypa



© Abdelaziz Baraka Sakin

Il peut être dangereux de faire connaître son opinion au Soudan. Les services de sécurité arrêtent et torturent fréquemment des personnes qui ont osé contredire le gouvernement. Mais il existe une forme d'opposition particulièrement inhabituelle et créative, qui consiste à écrire des romans réalistes en racontant l'histoire de personnes marginalisées. LE FIL a rencontré l'un des plus grands écrivains soudanais, Abdelaziz Baraka Sakin, pour évoquer l'interdiction de ses livres, son départ forcé du Soudan et sa foi en un avenir pacifié.

COMMENCÉ

EXTRAIT DU ROMAN *LES JUNGOS, PIEUX DE LA TERRE* D'ABDELAZIZ BARAKA SAKIN (PUBLIÉ EN 2009), QUI A REÇU LE PRESTIGIEUX PRIX AL TAYEB SALEH EN 2011.

Nous vîmes Al Safyah, une femme qui allait être au centre de bien des histoires à Al Hillah dans les jours à venir. Maigre, et noire comme tout le monde ici, où la nuit recouvre tout de son voile obscur, elle tenait quelque chose, et deux hommes la suivaient. Les deux femmes échangèrent un salut ; les deux hommes et moi restèrent muets. Nos narines captèrent les effluves d'un alcool artisanal local, mêlé à des odeurs fortes de dessous-de-bras et de sueur de travailleur de force. Quand ils partirent, Addai me dit : « Aujourd'hui, les Jungos sont descendus à Al Hillah. Regarde-les, avec leur googo. » Le googo était un petit sac que les Jungos portaient sur les épaules, essentiellement pour y ranger leurs affaires, même s'ils lui attribuaient aussi des pouvoirs surnaturels. Je lui demandai si la femme était aussi une Jungoraya, et elle me répondit qu'elle était la plus célèbre Jungoraya de tout l'est, d'Al Homra à l'extrême sud d'Al Qadarif, d'Al Hawwatta à Al Fashaga – tout le monde la connaissait. Elle affirma même que les ancêtres de cette femme et les djinns avaient été les premiers habitants de ces terres.

L'année dernière, Abdelaziz Baraka Sakin a menacé de se mettre en grève de la faim si ses livres n'avaient pas droit de cité au Salon international du livre de Khartoum. Quelques heures plus tard, des membres des services de sécurité ont confisqué tous les exemplaires et l'ont arrêté. Puis il a constaté que quelqu'un avait touché aux roues de sa voiture. Craignant pour sa vie, il a fui le pays en novembre 2012 et a demandé l'asile en Autriche où il vit aujourd'hui.

« **M**a famille est originaire du Darfour et j'appartiens à la tribu Masalit. J'ai décidé de devenir écrivain en primaire après avoir lu la traduction arabe de *Tales of Terror*, d'Edgar Allan Poe. Je l'avais trouvé dans la cabane de mon frère aîné et j'ai voulu écrire moi-même des récits aussi attrayants et divertissants.

« J'ai trouvé ma voie dans le roman – cette forme me donnait la place d'aborder les sujets qui touchent mon peuple. Mes livres parlent de personnes marginalisées, de la guerre et, plus spécifiquement, de la question de l'identité : un dilemme douloureux pour les Soudanais et la source de toutes les guerres qui ont éclaté au Soudan. »

UN AUTEUR À SUCCÈS

« Mes livres sont de loin les plus lus au Soudan. Les livres interdits circulent secrètement au format papier et sur Internet au format PDF entre les lecteurs de toutes les générations, notamment les jeunes et les étudiants. Des lectures de mes récits sont organisées à travers le Soudan et l'on y rencontre des gens de tous milieux, y compris des personnes analphabètes ou malvoyantes.

« Cette popularité m'a valu l'hostilité des dirigeants, qui s'appliquent à empêcher mes lecteurs d'accéder à mes écrits, favorables à la démocratie, aux droits humains, à la tolérance et à la cause des personnes marginalisées.

« Ils pensent que mon travail vise à les dénigrer et à ridiculiser leur idéologie. Ce n'est pas mon intention, mais je me sens le devoir d'écrire sur ma classe sociale : ses rêves et ses souffrances, ses ambitions et sa paix intérieure qui ont été réduites à néant. Je suis un écrivain sincère et moral, un défenseur de la paix et de la liberté – mais les censeurs ne voient que l'inverse.

UNE RÉPRESSION À CARACTÈRE POLITIQUE

« Mes deux œuvres majeures, le recueil de nouvelles *Sur le bord du trottoir*, et mon roman *Les Jungos, pieux de la terre* – qui décrit le calvaire des travailleurs saisonniers au Soudan oriental – ont été respectivement interdits en 2005 et 2010, pour violation supposée de la loi sur les œuvres de création. Mais il est clair que cette interdiction était politique.

« En octobre 2012, après que les membres des services de sécurité ont retiré mes ouvrages du Salon international du livre de Khartoum, on m'a refusé l'autorisation de diffuser et de vendre *Le Messie du Darfour*, qui traite du conflit qui sévit depuis longtemps au Darfour ; *Khandries*, qui aborde l'empoisonnement des enfants des rues ; et *Une femme de Kambo Kadis*, qui parle d'une femme pauvre, mère de famille et veuve de guerre, condamnée à la flagellation par un juge corrompu pour avoir fabriqué de l'alcool pour joindre les deux bouts.

« Ma famille a beaucoup souffert de cette situation. L'avenir m'inquiétait et j'ai dû partir, parce que je ne pouvais pas travailler dans ma ville. J'avais peur d'être arrêté, comme c'était déjà arrivé à maintes reprises. Ma seule chance était de travailler avec des organisations internationales, notamment Plan International, l'UNICEF et la Banque mondiale. Cette collaboration m'a chaque fois amené dans des zones de conflit comme le Darfour ou Kurmok, sur le Nil bleu, où je ne pouvais pas prendre le risque d'emmener les enfants.

« Comme mes éditeurs craignaient que mes

livres ne soient perdus s'ils les envoyaient au Soudan, des tirages illégaux et de mauvaises photocopies de mes livres sont vendus sous le manteau, sans que je ne touche rien sur leur vente. La plupart des centres et des instituts culturels de Khartoum ont peur de faire la critique de mes livres ou de plaider ma cause auprès du gouvernement. Cela me donne parfois le sentiment d'être vulnérable et isolé. »

« J'AI L'IMPRESSION D'ÊTRE EN PRISON »

« Le principal avantage de vivre ici, en Autriche, c'est la sécurité. Mais j'ai l'impression d'être en prison en raison des déplacements limités auxquels ont droit les demandeurs d'asile, et de la barrière de la langue. Et je ne sais pas ce qu'il va advenir de mes enfants, que j'ai dû laisser derrière moi.

« Je crois que les livres induiront de grands changements au Soudan à l'avenir – pas tout de suite, mais cela viendra. Les nouvelles générations préfèrent lire des livres qui parlent de vie meilleure, de liberté et de démocratie.

« Il incombe à tous les Soudanais, de quelque milieu qu'ils soient issus, de susciter le changement au Soudan : écrivains, journalistes, militants des droits humains, syndicats, organisations de la société civile, centres et instituts culturels, étudiants, associations de femmes, et ainsi de suite. Ils doivent croire en l'avenir. Tout effort, aussi modeste soit-il, finira par porter ses fruits. Même les grands arbres ont commencé par être de simples graines. »

Abdelaziz Baraka Sakin est auteur de livres en arabe pour les adultes et les enfants. Certains ont été traduits en anglais, allemand et français.

AGISSEZ

Laissez un message de soutien sur la page Facebook d'Abdelaziz Baraka Sakin à l'adresse bit.ly/ABSakin

Photo de fond : Vue aérienne du Darfour du Sud, au Soudan.

« C'EST UNE GUERRE FROIDE »

Membre des Pussy Riot, Ekaterina (Katia) Samoutsevitch parle au FIL de ses activités militantes, de la vie après la prison et de ses partenaires du groupe, toujours incarcérées.

Libérée en octobre 2012, Katia Samoutsevitch avait passé 178 jours derrière les barreaux pour avoir interprété une « prière punk » dans une église avec le groupe punk féministe Pussy Riot. Le groupe s'en prenait au président russe Vladimir Poutine et aux dignitaires de l'Église orthodoxe qui le soutiennent.

Pourquoi avoir choisi ce mode d'action pour protester contre Poutine ?

« Les Pussy Riot, c'est de l'art politique. Si vous êtes un artiste, vous ne pouvez que réagir aux orientations politiques que prend votre pays, et surtout devant l'attitude de l'État envers la société civile et le fossé qui sépare la société de l'élite dirigeante. »

Que pensez-vous des actions militantes déclenchées par votre procès et votre condamnation ?

« Nous voulions protester contre l'Église orthodoxe russe [et son] patriarche Kirill, contre Poutine et ses tendances sexistes. Le soutien que nous avons reçu a permis de donner une nouvelle dimension au débat qui avait déjà commencé dans la société russe. Nous ne nous attendions pas à ce que cela prenne une telle ampleur dans le monde – ni une telle intensité en Russie. »

« Par ailleurs, les autorités de l'État ne se contentent pas de vous passer les menottes et de vous arrêter, mais recourent aussi aux attaques médiatiques. Elles nous inondent d'un flot constant de désinformation et de pure diffamation. Il est difficile de convaincre les gens que tout cela n'est pas vrai. Les campagnes de soutien en notre faveur ont fait barrage à ce flot. De nombreux citoyens ont vu que les



Pussy Riot avaient des partisans et se sont dit : «C'est étrange qu'autant de gens leur apportent leur soutien alors qu'elles font du mal et blasphèment. Se pourrait-il que Rossiya 1 [l'une des principales chaînes de télévision russes] ne nous dise pas toute la vérité ?» Ce combat était très important et réellement nécessaire.

« En outre, de nombreuses personnes ont été marquées par le fait que des organisations internationales, dont Amnesty, nous considèrent comme des prisonnières d'opinion, et que des célébrités, à l'instar de Madonna, Sting et d'autres, nous aient manifesté leur soutien. »

Les conditions de votre condamnation avec sursis sont-elles très restrictives ?

« Globalement, non. Mais j'ai remarqué que j'étais parfois surveillée, de manière assez visible. À plusieurs reprises, dans le métro, j'ai clairement vu que quelqu'un était en train de me filmer. D'autres membres des Pussy Riot sont également suivies. Apparemment, les autorités redoutent que nous préparions une nouvelle action, et c'est pourquoi elles nous ont à l'œil. Mais il ne s'agit pas d'une filature professionnelle. Soit ils manquent d'expérience, soit c'est juste pour nous faire comprendre qu'ils nous surveillent. Mon téléphone est sur écoute, j'en suis convaincue. Alors, bien sûr, je fais attention à ce que je dis. »

Redoutez-vous de prendre part à de nouvelles actions de protestation en Russie ?

« Non. Personne ne m'a menacée, il ne m'est rien arrivé. Certains indices témoignent qu'une autre guerre est à l'œuvre, une guerre médiatique. Quelqu'un essaie visiblement de nous contrôler indirectement, sans recourir à la violence, aux homicides ou aux menaces. C'est une guerre froide. Les méthodes directes ne fonctionneront pas ; le monde entier s'indignerait. Ils ont choisi une autre stratégie, du moins pour l'instant. »

D'après vous, les menaces proférées contre Macha Alekhina par ses codétenues s'inscrivent-elles dans cette guerre médiatique, ou bien sont-elles réelles ?



Spectacle de rue pour la libération des Pussy Riot au Venezuela (septembre 2012). Photo de gauche : Les membres du groupe punk féministe Pussy Riot (de gauche à droite) Maria Alekhina, Ekaterina Samoutsevitch et Nadejda Tolokonnikova assistent dans une cage de verre à une audience en appel à Moscou, en Russie (1^{er} octobre 2012).

« Je pense qu'il s'agit de vraies menaces. J'ai lu les propos recueillis auprès de codétenues de l'unité de Macha. Ce sont ces menaces qui ont poussé Macha à déposer une plainte et qui sont à l'origine de son transfert à l'isolement.

« On ne sait pas vraiment comment l'administration de la colonie pénitentiaire va assurer la sécurité de Macha. Cela témoigne également du chaos qui règne dans la colonie, parce que ses codétenues sont des récidivistes qui en sont à leur deuxième ou troisième peine. Il est interdit d'enfermer des détenues de cette catégorie dans les mêmes cellules et les mêmes unités que celles qui purgent une première peine. Psychologiquement, ces femmes-là ont complètement changé, elles ne placent plus les limites de l'humanité au même endroit. »

Quelles grandes tendances constatez-vous aujourd'hui en Russie ?

« Le pouvoir est plus autoritaire et les mesures répressives se durcissent. Et des lois contraires à la Constitution passent comme une lettre à la poste, en toute discrétion, sans vraiment rencontrer de résistance. On assiste également à un phénomène manifeste de droitisisation. Une voie particulière a été choisie, proche du néofascisme. Les lois interdisant "la propagande de l'homosexualité auprès des mineurs" ne sont que le sommet de

l'iceberg. C'est un pas de plus vers la limitation des droits. Tout comme la loi sur les associations à but non lucratif, la loi sur la haute trahison, toutes ces lois inquiétantes. Les médias étant devenus muets, bien souvent, on ne sait pas ce qui se passe vraiment. »

Qu'est-ce que l'affaire Pussy Riot peut apprendre à la société russe ?

« Ce serait bien qu'elle donne aux gens un peu de sens critique. Les gens ne sont pas habitués à voir de l'art politique contestataire – ils ne comprennent pas qu'il s'agit d'un geste de dénonciation. Ils sont choqués ; comme ils sont influencés par la propagande officielle, ils pensent que c'est un geste antirusse, commandité par l'Occident. Le pouvoir fera n'importe quoi pour persuader les gens que l'art [de contestation] est une forme de hooliganisme.



« Mais beaucoup de gens ont compris qu'il y avait anguille sous roche. Ils ont vu ce qui s'était passé, lu nos interviews, vu notre travail. Beaucoup ont commencé à s'intéresser à l'art politique féministe. La prochaine fois qu'ils verront quelqu'un se manifester en public ou publier des actions médiatiques en ligne, ils sauront que c'est de l'art et non du hooliganisme. »

A-t-on peur de militer en Russie aujourd'hui ?

« Cela dépend du type de militantisme que vous pratiquez. Nous ne sommes pas si radicales que cela. À mon sens, vous êtes radical si vous détenez des informations sensibles. Dans ce cas, vous ne ferez pas de vieux os. Les activités politiques à caractère artistique ne sont pas si dangereuses que cela. Ce qui nous est arrivé est probablement lié à la proximité de l'élection présidentielle de mars 2012.



Ci-dessus : Des policiers montent la garde tandis qu'une femme manifeste devant un tribunal moscovite (juillet 2012). Les mots écrits sur son torse signifient : « Liberté pour Pussy Riot ».

À gauche : Katia Samoutsevitch lors de son entretien au bureau d'Amnesty Russie à Moscou (février 2013).

« En revanche, le fait que Nadia et Macha restent en prison, qu'elles n'aient pas été relâchées alors qu'elles ont des enfants, c'est une méthode inédite d'intimidation. Après cela, est-ce que des gens qui ont de jeunes enfants voudront prendre part à ce genre d'actions ? C'est une forme singulière de cruauté – une cruauté au service de la propagande. Il est important de trouver un moyen de la combattre. »

AGISSEZ

Les partenaires de Katia, Nadejda (Nadia) Tolokonnikova et Maria (Macha) Alekhina ont déposé une demande de libération conditionnelle, mais elles purgent leur peine dans des colonies pénitentiaires reculées jusqu'au mois de mars 2014. Plus leur détention se prolongera, plus il sera important de les soutenir. Aidez-nous à demander l'annulation de leurs condamnations en envoyant un appel - voir page 22.

LES DROITS HUMAINS NE CONNAISSENT PAS DE FRONTIÈRES

LE RAPPORT 2013 D'AMNESTY INTERNATIONAL TÉMOIGNE DU COURAGE ET DE LA DÉTERMINATION DE CELLES ET CEUX QUI, DANS LE MONDE ENTIER, SE SONT LEVÉS POUR EXIGER LE RESPECT DES DROITS – LES LEURS ET CEUX D'AUTRES PERSONNES – PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES.

Rendu public le 23 mai 2013, le *Rapport 2013* d'Amnesty International rend compte de la situation des droits humains en 2012 dans 159 pays et territoires.

Il montre comment les États ont continué de brandir les arguments de l'intérêt de la nation et de la sécurité nationale et d'utiliser les problèmes de sécurité publique pour justifier leurs propres violations de ces droits. Il montre aussi que, dans le monde entier, des hommes et des femmes sont descendus dans la rue et ont utilisé la force explosive des médias sociaux pour mettre à nu la répression, la violence et l'injustice.

« Nous vivons dans un monde foisonnant d'informations, dit le secrétaire général, Salil Shetty, dans sa présentation du rapport, et où les militants ont à leur disposition les outils permettant que les violations des droits humains ne soient pas passées sous silence. L'information crée une obligation d'agir.

« Toutefois, dit-il, une question cruciale se pose : allons-nous continuer à avoir accès à ces informations, ou bien les États, de connivence avec d'autres acteurs puissants, vont-ils bloquer cet accès ? » se demande-t-il.

Le rapport montre que, malgré tous les obstacles placés sur son chemin, le mouvement des droits humains ne cesse de grandir et de se renforcer, et que l'espoir qu'il fait naître chez des millions de personnes demeure une puissante force de changement.

Pour en savoir plus ou pour commander votre exemplaire, rendez-vous sur amnesty.org à partir du 23 mai 2013.



Public indigène au procès d'Efraín Ríos Montt à Guatemala (janvier 2012). Le général à la retraite était poursuivi pour génocide et crimes contre l'humanité comprenant des massacres et des actes de torture, dont des viols, ayant touché les populations indigènes du Guatemala en 1982 et 1983. Pour en savoir plus, consulter le *Rapport 2013 d'Amnesty International*, disponible sur amnesty.org dès le 23 mai 2013.



**« TOUT EFFORT, AUSSI
MODESTE SOIT-IL, FINIRA
PAR PORTER SES FRUITS.
MÊME LES GRANDS
ARBRES ONT COMMENCÉ
PAR ÊTRE DE SIMPLS
GRAINES. »**

LE ROMANCIER ABDELAZIZ
BARAKA SAKIN AU SUJET DU
COMBAT POUR LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION AU SOUDAN.
VOIR PAGE 18.

